

ICI MIEUX QUE LA-BAS

Sarkozy en clair-obscur

Il y a cette photo sur laquelle Nicolas Sarkozy lève les mains au ciel. A sa gauche, les traits tirés, Abdelaziz Bouteflika esquisse un petit sourire énigmatique. Connaissez-vous ? Le président français arrive à Alger, sa toute première visite hors d'Europe, les idées claires. Il n'y aura pas de traité d'amitié parce que « lorsqu'on est amis, il n'est pas besoin de l'écrire. Il faut le vivre ». Point. Il n'y aura pas plus de repentance. La France ne présentera pas ses regrets : « Je viens ici pour blesser ni pour m'excuser. » Familier d'une rhétorique destinée à contenter tout le monde en même temps, il argumente dans la sophistication : « Je ne veux pas blesser des amis et je n'imagine pas que des amis que je ne veux pas blesser voudraient me blesser à mon tour. » Traduit en termes abrupts, cela veut dire qu'il ne faut pas choquer les partisans de la France coloniale en évoquant leurs crimes, pas plus qu'il ne faut blesser les victimes de la colonisation en refusant de la considérer comme une injustice.

Donc, là-dessus, c'est limpide. Vous avez beau crier, gesticuler, invoquer qui que vous voulez, ce sera comme ça. Ce qui s'est passé s'est passé et « ne divisons pas l'avenir en faisant renaître le

passé ». C'est pesé ! Nicolas Sarkozy concède que les « Algériens ont beaucoup souffert » et il faut, dit-il, respecter cette souffrance. « Mais il y a aussi beaucoup de souffrance de l'autre côté, et il faut la respecter ».

Cette symétrie entre le bourreau et la victime rappelle cet état d'âme de Golda Meir souffrant de ce que les Palestiniens obligent les Israéliens à les tuer.

La radicalité dans l'organisation figée du passé colonial de la France affichée par Sarkozy a cependant l'avantage de la clarté. Elle coupe l'élan à l'autre radicalité, celle qui consiste à faire des souffrances du peuple algérien une monnaie d'échange et un objet de chantage permanent. Néanmoins, cela n'enlève rien à la réalité atroce du colonialisme ni à la nécessité de reconnaître celle-ci.

Autre idée claire de Nicolas Sarkozy : « Les entreprises françaises sont prêtes à investir massivement dans cette économie émergente qu'est l'Algérie aujourd'hui avec ses moyens et sa solvabilité. » Renouer le dialogue politique entre Alger et Paris, Nicolas Sarkozy entend le faire. Mais sans jamais perdre de vue le recouvrement par la France de son influence dans ses anciennes colonies ni ses intérêts économiques.

L'Algérie est un marché juteux : un coussin confortable de réserves de change destinées à la consommation, il y a de quoi faire.

Mais l'idée la plus claire de Nicolas Sarkozy est le projet d'union de la Méditerranée. Il vient « recueillir » l'avis de Abdelaziz Bouteflika « et lui dire qu'il avait une place tout à fait centrale pour porter ce projet ». Sarkozy relativise néanmoins le rôle de celle-ci dans la construction de cette idée « portée par la France ». Il ne s'agit pas de s'empresser d'instituer la France et l'Algérie comme « moteurs » de cette Union. Il n'est pas « anecdotique » que, démarchant pour cette idée, Sarkozy se rende d'abord à Alger. Pour autant, « il n'y a pas que l'Algérie ».

Qu'est-ce que le projet d'union de la Méditerranée ? Nicolas Sarkozy dit déjà ce qu'il n'est pas. Ce n'est pas, en tout cas, un substitut au troisième degré de l'Union européenne. « Ce n'est pas un substitut, explique-t-il, au processus de Barcelone, qui n'est pas un substitut au 5+5, qui n'est pas un substitut, bien sûr, à l'Union européenne ». Mais c'est quoi ? « C'est un projet politique fort qui verrait les hommes de la Méditerranée construire la paix et le développement par une union de la Méditerranée

comme il y a soixante ans les Européens ont construit l'Union européenne. » Si ça prend autant de temps, mieux vaut commencer en effet tout de suite.

Si les contours sont flous de ce que Nicolas Sarkozy a impulsé en essayant d'aller vite puisqu'il veut organiser une rencontre de chefs d'Etat et de gouvernement au premier semestre 2008, les arguments sur lesquels il s'appuie sont, eux, indiscutables : l'échec de tous les rapprochements entre le Nord et le Sud, aggravant les inégalités entre le centre et la périphérie.

Inauguré en 1995 par les 15 membres de l'Union européenne, le « processus de Barcelone » a, pour prétendre réduire les inégalités, misé sur le développement du commerce et du libre-échange, domaines dans lesquels les armes sont évidemment inégales.

Bien entendu, le projet – cette « utopie mobilisatrice » – est intéressant tel qu'il apparaît parce qu'il ambitionne de favoriser le codéveloppement à la place du ravalement des pays du sud de la Méditerranée en sous-traitants de l'Europe.

Mais n'a-t-on pas raison non plus de suspecter, derrière les bons sentiments, des calculs prosaïques ? Par exemple, en refusant l'admis-



Par Arezki Metref
arezkimetref@free.fr

sion de la Turquie à l'Union européenne renvoyée à l'union de la Méditerranée, Sarkozy ne fait-il pas d'ores et déjà de cette dernière une succursale de la première ? A-t-on tort de voir dans cette initiative un des moyens de juguler les flux migratoires vers l'Europe ?

Comme en France où tout ce qu'il fait est sous-tendu par des calculs visant à déstabiliser son opposition, Nicolas Sarkozy vient à la construction Nord-Sud avec sa culture politique marquée par des arrière-pensées de rupture et de domination, ce en quoi ses interlocuteurs lui ressemblent.

A. M.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



AH ! ELLE EST BELLE LA VITRINE DE L'ALGERIE !

Aboujerra Soltani à propos de l'attentat kamikaze contre une caserne de Lakhdaria : « Les auteurs n'ont rien à voir avec nos valeurs. »

Mais si, mais si !

Voilà ! Et l'on voudrait lutter contre le terrorisme avec ça ! Un ambassadeur en poste, au Caire, Abdelkader Hadjar pour le nommer, représentant de l'Algérie auprès de la Ligue arabe et qui déclare ceci : Al Qaïda n'existe pas en Algérie. C'est une invention des Américains ! Hadjar, ce n'est pas mon voisin de palier. Hadjar, ce n'est pas le passant qui passe. Hadjar, ce n'est pas mon marchand de légumes bavard au diable. Hadjar, ce n'est pas la petite pipelette qui aime s'entourer d'oreilles attentives et crédules au café du coin. Hadjar est un représentant officiel de l'Algérie. Il est ambassadeur de la RADP dans l'une des capitales qui comptent le plus aujourd'hui en termes de diplomatie, de tractations dans les grands conflits et de médiations. Hadjar est l'une des personnes théoriquement triées sur le volet pour parler en lieu et place de l'Algérie à l'étranger. Et que dit le sieur Hadjar ? Que Al Qaïda Maghreb n'existe pas. En clair, lorsque le GSPC a décidé de passer avec armes

et bagages sous la bannière d'Al Qaïda, qu'il a annoncé cette « transhumance » par le biais d'un communiqué hyper authentifié par tout ce que comptent comme experts les forces de sécurité algériennes, c'était, à en croire ce cher ambassadeur un canular, une belle vacherie de Bush et de la Maison Blanche. Je trouverai normal que Hadjar, le représentant officiel de l'Algérie auprès de la Ligue arabe aille expliquer sa « formidable » théorie aux familles des militaires explosés par le camion kamikaze dans une caserne de Lakhdaria. Et s'il a encore un peu de temps dans son planning chargé d'ambassadeur de la RADP au Caire, que Son excellence aille aussi exposer sa « fabuleuse » théorie aux familles des victimes du double attentat du 11 avril dernier. Et s'il a encore un petit chouïa de temps à tuer, que l'honorable représentant de l'Algérie aux pieds des pyramides tente d'expliquer aux familles des deux diplomates algériens enlevés et assassinés en Irak que Al Qaïda ne cible pas l'Algérie et ne l'a pas inscrite comme objectif à infiltrer, à gagner et à désintégrer à plus ou moins long terme. Qu'il y aille ce cher ambassadeur ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.



MEGANE
EXTREME
100 350



Jantes alliage 16"



Radio CD lecteur MP3



Projecteurs antibrouillard



Solèrte spécifique

Renault est une marque de Renault S.A. Renault S.A. est une société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000.000 €. Renault S.A. est une société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000.000 €. Renault S.A. est une société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000.000 €.